

M. Stanfield et le parti conservateur ont été les seuls à réaliser des gains importants lors des dernières élections. Les conservateurs gagnent du terrain. Nous sommes donc beaucoup mieux placés pour offrir une administration progressiste, déterminée et courageuse. Notre programme n'a pas été rejeté, mais bien accepté. C'est lui que les libéraux ont plagié pour étoffer le discours du trône que nous sommes en train d'examiner. C'est nous qui les dirigeons et alors pourquoi ne pas remettre le pays entre les mains de ses véritables chefs?

Un gouvernement conservateur progressiste concient que notre pays ne peut se permettre et s'assurer un progrès social équilibré qu'en assurant une expansion économique vigoureuse, ne déclencherait pas une guerre d'usure contre le secteur privé. Il établirait comme premier objectif de sa politique économique un regain de productivité et d'efficacité en développant davantage l'initiative privée et en favorisant la recherche des bénéfices légitimes. Les bénéfiques n'ont rien de monstrueux. La liberté du marché n'a rien d'inhumain. Nous devrions nous efforcer de rétablir la rentabilité comme critère principal permettant de décider ce qui doit et ce qui ne doit pas être produit. Bien sûr, l'éducation, la santé, l'écologie, l'assistance sociale, et le reste, ont de l'importance. L'entreprise privée doit certainement tenir compte de ces éléments dans ses décisions. Le secteur privé doit encore plus sûrement avoir une conscience sociale. Mais, et c'est là toute la question, les bénéfiques rendent possible la réalisation des objectifs tant économique que sociaux.

Un gouvernement conservateur progressiste n'aurait pas peur d'abaisser l'impôt, surtout l'impôt sur le revenu des particuliers, ni de diminuer ou de supprimer complètement la taxe de vente fédérale sur les matériaux de construction. En fait, une étude récente faite par deux professeurs d'économie politique de l'Université de Toronto révèle clairement qu'il est effectivement possible d'augmenter le nombre des emplois sans aggraver le problème de l'inflation, et qu'une diminution de la taxe de vente fédérale serait un stimulant important pour l'économie. Créer de nouveaux emplois de cette façon n'a rien pour grever le Trésor. Au contraire, cela diminuera le fardeau du contribuable déjà accablé.

• (1450)

[Français]

Honorables sénateurs, comme je le disais tout à l'heure, je crois, et c'est ma ferme conviction, que le gouvernement n'en est pas revenu de la rebuffade que lui a servie l'électorat le 30 octobre dernier. Il en est resté abasourdi, physiquement et moralement ébranlé.

Il cherche moins à donner une bonne administration et à faire adopter une législation progressiste et réaliste par le Parlement qu'à éviter que celui-ci ne lui assène un vote de non-confiance. Son moral est tel qu'il est difficile d'imaginer comment il pourra s'en remettre.

Il reste que ce gouvernement est celui du parti libéral, un parti pour lequel une seule chose compte: détenir le pouvoir ou le gagner s'il vient à le perdre.

A cette fin, je le répète, il se croit tout permis. L'on pourrait puiser dans l'histoire des analogies avec la situation dans laquelle se trouve M. Trudeau.

Est-ce Clovis qui, pour conserver sa couronne, accepta l'ordre de l'Évêque de Saint-Rémy de brûler ce qu'il avait adoré et d'adorer ce qu'il avait brûlé?

Ou peut-être faut-il penser à Henri de Navarre qui, pour obtenir la couronne de France et devenir roi sous le nom

de Henri IV, adjura le protestantisme en disant que Paris valait bien une messe.

[Traduction]

Mais pourquoi remonter si loin dans le cours de l'histoire? M. Trudeau n'a qu'à imiter certains de ses prédécesseurs. Par exemple, c'est Mackenzie King qui, en 1925, son parti n'ayant remporté que 99 sièges contre 116 du côté conservateur, refusa de démissionner et finalement réussit à marchander avec les progressistes pour demeurer en fonction.

L'honorable M. Denis: N'oubliez pas de parler aussi de M. Bennett et de M. Diefenbaker.

L'honorable M. Flynn: J'y arrive. Ce qui probablement m'intéresse, ainsi que le sénateur Denis, c'est que pour les libéraux les principes ne sont pas très importants en comparaison de la conservation ou de la reprise du pouvoir. Il n'y a pas tellement longtemps, le parti libéral, alors que l'actuel leader du gouvernement au Sénat en était le principal porte-parole, a appuyé un amendement proposé par le Crédit social préconisant une politique de monnaie gratuite, dans l'espoir de déloger le gouvernement conservateur, alors minoritaire. Est-ce ce que le sénateur Denis attendait de moi?

L'honorable M. Denis: Vous devriez insister davantage sur l'époque de M. Bennett et celle de M. Diefenbaker.

L'honorable M. Flynn: Veuillez indiquer dans quel domaine vous voulez que j'insiste davantage, et je me rendrai avec empressement à votre demande.

Plus récemment, le gouvernement Pearson ayant été défait lors d'un vote sur un bill fiscal n'a pas démissionné. Les libéraux ont réussi—Dieu seul sait comment, et souhaitons que l'histoire l'explique—à regagner l'appui des députés créditistes sur une motion de défiance bien précise. Autrement dit, ils ont réussi à faire dire aux députés créditistes qu'ils n'avaient pas eu l'intention de renverser le gouvernement, mais simplement de désavouer son projet de loi. Je me demande quelle sorte de promesses exactement il avait fallu pour les amener à cette volte-face. Bien entendu, ce n'était pas la première.

Le premier ministre a nié récemment s'intéresser particulièrement au pouvoir. Il a dit qu'il était prêt à partir, mais seulement dans les conditions qu'il aurait choisies. On n'allait pas le jeter dehors. Il a aussi laissé entendre qu'il se préparait à la victoire dans le combat politique auquel il faisait face en étudiant les tactiques adoptées par Napoléon à Austerlitz. Cette attitude est chez lui très humble, mais je doute qu'elle soit très réaliste. Je voudrais dire au premier ministre que juin 1968 c'était Austerlitz, que le 30 octobre dernier c'était la retraite de Moscou et que Waterloo se dessine à l'horizon.

Aux sénateurs que l'astronomie ou l'astrologie intéressent, je signale que le calendrier de 1973 mentionne deux éclipses solaires, dont l'une, une éclipse annulaire partielle, s'est produite, chose curieuse, le 4 janvier, jour de l'ouverture de la législature actuelle. Compte tenu de l'appui temporaire du Nouveau parti démocratique, peut-être apprendrez-vous avec intérêt qu'il y aura éclipse totale du soleil le 30 juin prochain.

A ce moment-là, si les choses suivent leur cours normal, le gouvernement actuel aura été éclipsé et les Canadiens auront un gouvernement conservateur. A l'heure actuelle, un tel gouvernement pourrait sûrement faire mieux.